

Développements macroéconomiques récents

Après le choc négatif de la pandémie et la chute des prix du pétrole en 2020, l'économie algérienne a commencé à se redresser en 2021 avec une croissance de 4,0 %, après une contraction de 4,9 % en 2020. La croissance a été soutenue par la reprise de la demande extérieure, principalement pour le pétrole dont la production a augmenté et les prix sont en hausse. Cette amélioration des recettes pétrolières a partiellement compensé l'augmentation des dépenses d'investissement. Ces évolutions, combinées à des mesures d'assainissement en 2021, ont permis de réduire le déficit budgétaire de 4,84 points de pourcentage. L'inflation a augmenté en 2021 pour atteindre 7,0 %, en raison de la moindre disponibilité des denrées alimentaires. La banque centrale a assoupli la politique monétaire en réduisant le taux de réserves obligatoires de 10 % à 2 % et son taux directeur de 3,5 % à 3 %, et a assoupli les règles prudentielles du secteur bancaire. Une grande attention est portée à la stabilité financière compte tenu des risques de liquidité et des besoins de refinancement des banques. La dette publique, essentiellement intérieure, a fortement augmenté ces dernières années, pour atteindre l'équivalent de 59,2 % du PIB en 2021.

Le déficit courant s'est amélioré de 5,1 points de pourcentage du PIB en 2021, grâce à l'augmentation du volume et du prix des exportations de pétrole, aux bons résultats des autres exportations (fer et acier) et aux mesures de compression des importations. L'augmentation des exportations et le versement par le FMI de 2,67 milliards de dollars en 2021, dans le cadre de l'allocation de DTS, ont ralenti la baisse des réserves (11,1 mois d'importations fin 2021 contre 12,5 mois fin 2020). Le chômage est estimé à 11 % en 2021, avec des taux plus élevés chez les jeunes (26,4 %) et les femmes (19,5 %).

Perspectives et risques

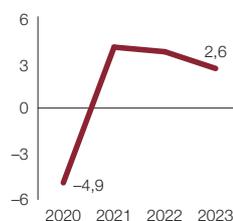
La croissance devrait ralentir en 2022 à 3,7 % et en 2023 à 2,6 %, en raison d'une production pétrolière limitée. Toutefois, les balances budgétaire et courante affichent une tendance à la hausse à court terme (0,9 % et 0,2 % du PIB en 2022).

La nette amélioration des finances publiques et de la balance courante est due à l'impact positif à court terme de la crise ukrainienne sur les exportations algériennes d'hydrocarbures. Néanmoins, cette forte dépendance aux prix du pétrole souligne la nécessité d'une diversification économique, notamment vers la pétrochimie, le gaz et les produits agricoles qui ont un fort potentiel d'exportation. L'inflation devrait augmenter en 2022, compte tenu de la tendance à la hausse des prix mondiaux et d'une politique monétaire qui devraient rester expansionnistes. Les principaux risques sont l'aggravation de la crise sanitaire et la détérioration des termes de l'échange.

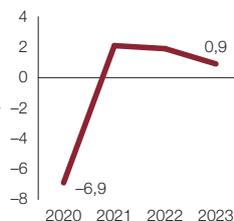
Changement climatique et options de politiques publiques

L'Algérie se classe 125^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Elle est confrontée à l'érosion des sols, à la désertification, aux pénuries d'eau et aux cycles de sécheresse, exacerbés par le changement climatique. Le pays a intégré la viabilité environnementale dans son plan de relance économique 2020–24 et vise à réduire ses GES de 7 % d'ici 2030. Il cherche à endiguer la désertification en étendant une ceinture forestière de plus de 1,7 million d'hectares et à préserver les ressources en eau en introduisant des mesures prospectives. L'Algérie est classée 10^e parmi les producteurs mondiaux de gaz naturel, avec 2,2 % de la production mondiale. Son potentiel d'exportation est énorme, avec de nouveaux projets gaziers dans le sud-ouest qui s'ajoutent à ceux de la région gazière d'Illizi dans le sud-est, mais il est soumis aux contraintes d'une demande intérieure accrue et d'investissements insuffisants. Après avoir atteint un pic de 65 milliards de mètres cubes (m³) en 2005, les volumes d'exportation étaient de 40 milliards de m³ en 2020. Pour réduire la dépendance du pays au gaz naturel, qui représente plus de 93 % de la production totale d'électricité, le programme d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique a été révisé en 2020. Le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables a été chargé d'établir une capacité de 15 000 MW à partir de sources renouvelables d'ici 2035. Des mesures urgentes devront être prises si l'on veut atteindre l'ODD 13 sur l'action climatique.

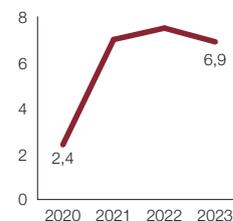
Taux de croissance du PIB réel (%)



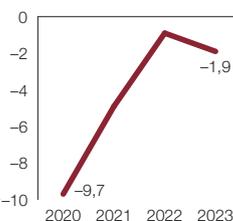
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



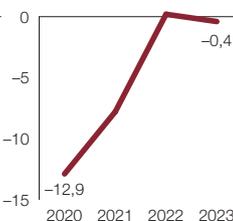
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.